



COMMUNIQUÉ DE PRESSE POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

La Première Nation de Kebaowek suspend sa participation au processus renouvelé de consultation concernant l'IGDPS après que la Couronne et le promoteur n'ont pas respecté des engagements essentiels

Kebaowek, 29 septembre 2026 — La Première Nation de Kebaowek a été contrainte de suspendre les consultations concernant le projet de stockage de déchets nucléaires, l'Installation de gestion des déchets près de la surface (IGDPS) à Chalk River, y compris la mise en œuvre de son processus novateur de consentement libre, préalable et éclairé (CLPE), dirigé par les Autochtones, après que la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) et les Laboratoires Nucléaires Canadiens (LNC) n'ont pas respecté des engagements essentiels.

En 2025, la Cour fédérale a ordonné à la CCSN et aux LNC de renouveler et de reprendre les consultations avec Kebaowek conformément à la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (DNUDPA) et à la norme du CLPE, et d'élaborer un processus fondé sur le consentement pour le projet de l'IGDPS d'ici le 30 septembre 2026.

Alors qu'il ne reste que quelques semaines avant l'échéance imposée par la Cour, Kebaowek a été contrainte de suspendre toutes les activités de consultation et de mise en œuvre du CLPE après que la CCSN et les LNC ont informé Kebaowek qu'ils ne financeraient plus les coûts de participation de la Nation comme cela avait été convenu précédemment. La CCSN et les LNC ont également informé Kebaowek qu'ils mettraient fin à leur participation à l'élaboration conjointe d'une entente fondée sur le consentement visant à soutenir le processus. Sans financement ni partenaire pour élaborer un processus fondé sur le consentement, Kebaowek n'est pas en mesure de poursuivre les consultations ni de finaliser son processus de CLPE concernant le projet de l'IGDPS.

Kebaowek demeure disposée à reprendre les consultations et son processus de CLPE si les conditions nécessaires à un processus crédible sont rétablies.

« La Cour a confirmé ce que Kebaowek affirme depuis des années : aucune décision concernant l'implantation de déchets nucléaires sur notre territoire ne peut être prise sans notre consentement libre, préalable et éclairé. Il ne devrait jamais incomber à Kebaowek de réparer l'erreur de la Couronne », a déclaré le chef Lance Haymond de la Première Nation de Kebaowek. « Pourtant, c'est exactement la situation dans laquelle nous nous retrouvons : on nous demande d'assumer le temps, les coûts et la responsabilité nécessaires pour corriger un processus que le Canada n'a pas mené correctement. Ce n'est pas de la réconciliation, et ce n'est certainement pas honorable. »



Pour plus d'information sur les démarches de la Première Nation de Kebaowek concernant le projet de l'IGDPS, consultez [Stop Nuclear Waste](#).

Pour soutenir les démarches juridiques et de mobilisation de la Première Nation de Kebaowek, consultez la [campagne de la Première Nation de Kebaowek avec RAVEN](#).

– 30 –

Note de breffage pour les médias:

https://drive.google.com/drive/folders/1fo_krOkjinLWwdq4KTEZRHX2RgLZwpSR?usp=sharing

Source : Première Nation de Kebaowek

Renseignements et demandes d'entrevue :

Mathilde Robitaille-Lefebvre

Relations médias

m.robitalle-lefebvre@seize03.ca

819-852-4762